

9 mai 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Intervention du Président de la République à l'occasion de la conférence de presse à l'issue de la cérémonie.

Journaliste

Une question pour le Président MACRON. Est-ce que vous pourriez donner des détails sur la communauté politique européenne que vous avez présentée ? Alors, quels états auraient vocation à y participer en plus des 27 Etats membres de l'UE ? Est-ce que tous ceux qui frappent à la porte de l'UE, est-ce qu'il y aurait aussi ceux qui sont en marche comme la Suisse ? Est-ce que le Royaume Uni pourrait être invité ? Et quels seraient ses domaines de compétence ? Et pour vous, mesdames les présidentes, y êtes-vous aussi ? Merci.

Emmanuel MACRON

Bonjour à toutes et tous, et merci pour cette question. J'ai expliqué pourquoi une telle proposition me paraissait importante dans le moment que traverse notre Europe parce qu'on voit bien qu'il y a une volonté d'agréger et de rassembler l'Europe, de la structurer sur plusieurs sujets, et que dans le même temps nous voyons aussi bien nous-mêmes que l'Union européenne a un tel niveau d'ambition d'intégration qu'il est très difficile, avant plusieurs années, parfois plusieurs décennies, d'intégrer celle-ci. Et donc, en effet, pour l'Ukraine, pour plusieurs autres pays comme par exemple les pays des Balkans occidentaux qui n'ont pas entamé de procédures d'adhésion à l'Union européenne. Pour le Royaume-Uni c'était son choix puisqu'il a décidé de sortir de l'Union européenne, mais qui sait ? J'ai donné deux critères : qu'ils s'inscrivent dans l'espace géographique européen et qui partagent le socle de valeurs qui fait notre Europe, cette communauté politique européenne aurait du sens. Je ne veux pas ici en définir de manière exclusive le contour géographique et qui y a vocation, pas plus que les compétences. J'en ai donné quelques-unes pour exemple : par son nom, cela l'indique une coordination politique ; des éléments de sécurité collective, et c'est une manière aussi de bâtir cette architecture de sécurité dont le continent européen a besoin ; des éléments de coopération énergétique parce que nous voyons bien en européens les interdépendances que nous avons et les conséquences géopolitiques qu'est le sujet de l'énergie ; des sujets d'infrastructure, d'intégration de ces régions et d'intégration avec le reste de l'Europe dans l'Union européenne et de circulation des personnes. Et au fond, moi, je suis frappé de voir qu'avec beaucoup de pays, parce que nous n'abordions les choses que par le truchement de l'adhésion à l'Union européenne, on donnait des perspectives qui étaient trop longues et désespérantes. Mais si on regarde les problèmes qui sont à régler, ce sont souvent ces problèmes-là : l'énergie, les investissements économiques, l'avenir pour la jeunesse, les infrastructures de transport. Et donc je pense que c'est une manière de répondre à cela, d'ancrer ces pays dans l'Europe, d'accroître la coordination avec l'Union européenne, sans confondre tous les agendas. Voilà le cœur de cette proposition. Elle est maintenant à travailler et je vais prendre mon bâton de pèlerin, si vous m'autorisez cette expression, laïc même si je suis ici sur sol concordataire, pour continuer d'avancer et d'essayer de convaincre les gouvernements intéressés. Voilà. (...)

Journaliste

Une question au Président MACRON en tant que Président du Conseil de l'Union européenne. Pourriez-vous nous expliquer comment il est possible que les composantes du conseil ait donné le feu vert pour rapport final sans évaluer le contenu au fond ? Il semblerait quand même que plusieurs Etats membres ne soient pas très heureux des conclusions de la conférence. Et une question pour tous les trois. Je ne sais pas qui pourra y répondre. Est-ce que le Président Charles MICHEL a été invité à cette conférence de clôture ?

Emmanuel MACRON

Peut-être sur votre première question je me suis exprimé comme je l'ai dit en tant que Président de la République française, je ne préjuge pas de l'adhésion de tous les membres du Conseil. J'ai dit que je souhaitais qu'on puisse en discuter dès le mois de juin. Donc il y aura une discussion et une approche. On sait très bien qu'il y a des divergences entre les États membres. C'est pour ça que j'ai pris le soin de dire deux choses. 1) Si on veut aller sur la base des travaux de la conférence vers une convention, ce qui est mon souhait, il faut qu'on en définisse bien le mandat et le cadre. J'ai donné quelques pistes, sans forcément préjuger les conclusions, par définition, de cette convention, mais pour bien cadrer le processus. J'ai en tout cas donné ce qui est ma position. Mais je n'ai pas mené un travail de concertation, et d'ailleurs, en tant que présidence tournante, ce

n'est pas le mandat qui est le mien et je n'ai pas engagé le Conseil européen formellement. Donc nous aurons un débat au Conseil européen au mois de juin sur ce sujet. J'ai ouvert un deuxième élément je dirais de procédure et de dynamique, préférerais dire, qui consiste à dire : pour réformer les traités, il faut tout le monde. Mais s'il y a des sujets de politique publique sur lesquels on veut avancer davantage, le traité nous donne des voies si nous sommes mis en échec, qui sont des coordinations renforcées ou structurées, et là on peut le faire à quelques-uns, ce qu'on a quand même commencé à faire. Donc voilà, je vais être très clair là-dessus formellement. Je crois ensuite que depuis un an, c'est ce format-là qui est retenu et qu'il n'y a pas eu de non invitation ou autre, mais il est très clair pour le Président Michel que c'est la présidence tournante du Conseil qui est là, avec institutionnellement la présidence du Parlement et la présidence de la Commission européenne, et c'est pour ça qu'il y a un an, c'est le Premier ministre COSTA qui l'a lancé et j'étais là en tant que présidence tournante qui allait recevoir les travaux. Et aujourd'hui, le Premier ministre Costa était là et je recevais. Voilà. (...)

Journaliste

Bonjour à tous. Ma question s'adresse à vous, Monsieur le Président MACRON. En ce 9 mai, journée très particulière ici à Strasbourg, quand on pense à ce qui s'est passé ce matin à Moscou, diriez-vous que ce sont deux modèles, deux visions irréconciliables qui s'affirment aujourd'hui face à face ? Qu'avez-vous pensé des mots, du discours du président Vladimir POUTINE et notamment ceci : « faire tout pour que l'horreur de la guerre globale ne se répète pas ». Parleriez-vous de cynisme de la part du président russe ? Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci. Je pense que nous avons donné deux visages, en tout cas très différents, du 9 mai. Il y avait d'un côté une volonté de démonstration de force, d'intimidation et un discours résolument guerrier. Et il y avait ici, de manière large, citoyenne, l'association de citoyens, de parlementaires nationaux et européens pour un projet et penser notre avenir, et cela avec les différences et nos langues ainsi exprimées et la musique, comme je le disais tout à l'heure, comme langue universelle et de réconciliation. Ce sont deux projets différents. Le projet européen est né de la guerre et nous ne devons pas l'oublier, et il est né de notre volonté justement de ne pas la répéter. Donc je crois que ce projet de paix, de stabilité, de prospérité, j'y ajouterai aujourd'hui de justice sociale et d'ambition écologique, est un projet qu'il nous faut continuer de compléter, de rendre plus démocratique, plus uni et souverain. C'est l'objet de cette conférence, des travaux et de ce que nous allons faire ensuite. Le président POUTINE a - moi je ne suis jamais dans le commentaire - mais a assumé une posture guerrière. Nous, nous sommes très clairement aux côtés de l'Ukraine pour aider l'Ukraine et le peuple ukrainien à tenir, à résister, pour l'aider d'un point de vue humanitaire, pour accueillir aussi des réfugiés. Nous sanctionnons et continuons de sanctionner la Russie pour stopper et contraindre son effort de guerre. Notre responsabilité est d'obtenir un cessez-le-feu sans qu'il y ait d'extension du conflit sur le reste du sol européen. Mais nous aurons demain une paix à bâtir, ne l'oublions jamais. Je le rappelais tout à l'heure, nous aurons à le faire avec autour de la table et l'Ukraine et la Russie. Les termes de la discussion et de la négociation seront fixés par l'Ukraine et la Russie, mais ça ne se fera ni dans la négation, ni dans l'exclusion de l'un l'autre, ni même dans l'humiliation. Car notre Europe n'a pas tenu la promesse de l'après-45 en 1914 parce qu'en 1918, nous avons humilié. Voilà. Donc nous, il nous faut avoir cette exigence. Nous savons que les semaines et les mois qui viennent seront très difficiles. Mais nous sommes là et notre responsabilité, c'est d'avoir cette même exigence à la lumière de notre histoire, et surtout cette unité européenne. Pour moi, ce qui est très important, et nos concitoyens nous ont beaucoup aidés dans ce travail, c'est dès maintenant de pouvoir agir et de prendre des décisions fortes et en quelque sorte indestructibles pour notre Europe, qui la font progresser dans ce contexte et qui nous permettent de nous tenir aux côtés des Ukrainiens.